



jti **CERTIFIÉ**

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

FEC

Une mission du FMI séjourne du 17 au 28 mars au Togo

page 3

UEMOA



Le processus d'intégration économique a connu des avancées notoires en 2024

P.4

EXPO OSAKA 2025



Le Togo se prépare pour sa journée dédiée

P.2

SOBRAGA ET LE PNPE

Un partenariat stratégique pour l'emploi des jeunes au Gabon

P.6



FAIS TON CHOIX

SEUL L'EAU VOLTIC

SEUL L'EAU CARBONNE VOLTIC

Voltic

Le plus pur, le plus bon, le plus sûr.

NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS

OPTÉZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*

CANALBOX

VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Offre réservée à certains de nos abonnés. Pour connaître les modalités de paiement et les conditions d'abonnement, contactez-nous au 8866.

Expo Osaka 2025

Le Togo se prépare pour sa journée dédiée

Le 19 août 2025 marquera une date clé dans l'agenda international du Togo, qui sera à l'honneur lors de l'Exposition universelle d'Osaka, se tenant du 13 avril au 13 octobre 2025 au Japon. Cet événement mondial, centré sur le thème « Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain », offrira une plateforme précieuse pour mettre en avant les atouts du Togo, ses innovations et ses entreprises.

Anissatou AFFO

À l'approche de cet événement d'envergure, le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo), organise une séance d'échanges cruciale le 28 mars 2025 à Lomé. Cette réunion réunira des opérateurs économiques togolais et a pour but de les informer sur l'événement, de répondre à leurs interrogations et de les

conseiller afin d'optimiser leur participation à cette rencontre internationale. L'initiative vise à s'assurer que les entreprises togolaises soient bien préparées pour cette grande vitrine internationale, celle-ci étant l'occasion idéale de présenter leurs innovations et leur potentiel au monde entier. Cette réunion est une chance pour les acteurs du secteur privé de comprendre les enjeux et les avantages de l'Exposition universelle.

L'Exposition universelle 2025 à Osaka est plus qu'un simple événement ; c'est une

opportunité pour le Togo de se positionner comme un acteur clé sur la scène économique internationale. En présentant ses innovations technologiques, ses ressources naturelles et son potentiel économique, le Togo pourra attirer l'attention des investisseurs et partenaires commerciaux du monde entier. Avec cette journée dédiée, les Togolais pourront non seulement exposer leurs produits et services, mais également échanger des idées sur l'avenir du commerce et de l'industrie, favorisant ainsi une dynamique de



développement.

Les attentes sont grandes pour cet événement, qui promet d'être un tremplin pour le développement économique du Togo. La communauté des affaires, le gouvernement et tous les acteurs impliqués espèrent que cette exposition permettra de forger de nouveaux partenariats et de donner un élan significatif à l'économie togolaise.

L'Exposition universelle

d'Osaka 2025 s'annonce donc comme un moment incontournable pour le Togo, symbolisant une étape vers l'avenir et le renforcement des relations économiques internationales. Les préparatifs en cours témoignent de l'engagement du pays à valoriser ses atouts et à se projeter vers un futur prospère.

Sécurité alimentaire

Le Togo veut assurer la couverture à 100 % des besoins alimentaires par la production nationale

L'agriculture est connue pour être un puissant moteur de croissance économique, surtout qu'elle connaît depuis un moment une transformation majeure. Aujourd'hui, elle s'impose au cœur du développement avec plus de 60 % de la population active engagée.

Yves ATCHANOUVI

C'est un secteur qui demeure vital pour le Togo. Il contribue à environ 40 % du PIB et représente un vivier pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

Les cultures vivrières comme le maïs, le manioc, l'igname et le riz assurent l'autosuffisance alimentaire du pays, tandis que les cultures de rente telles que le coton, le café et le cacao alimentent les exportations et génèrent des devises.

Les défis liés à la productivité et à la compétitivité du secteur sont nombreux. Cela a fait mettre en place plusieurs initiatives pour les stimuler. L'une d'elles est le produit Agrisef du Fonds national de la finance inclusive (FNFI).

À la date du 7 février 2025, le produit Accès des agriculteurs aux services financiers revendique 36,85 milliards de francs CFA de crédits octroyés en tout depuis le lancement du FNFI en 2014 jusqu'à ce jour. Un autre outil qui transcende le secteur est le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques



(Mifa).

Il facilite l'accès au crédit pour de nombreux agriculteurs et des entreprises agroalimentaires. En réduisant les risques pour les institutions financières, ce dispositif permet d'injecter des fonds dans le secteur et de favoriser l'émergence d'une agriculture plus compétitive. Selon les pouvoirs publics, la part des besoins en produits agricoles couverte par la production locale pour les segments et cultures prioritaires identifiés s'élèverait à presque 100 % à partir de 2024. L'un des objectifs de la Feuille de route

gouvernementale Togo 2025 est de parvenir à une couverture à 100 % des besoins alimentaires par la production nationale et d'arriver à améliorer le revenu des producteurs agricoles, une chose que réussissent bien les officiels.

S'il faut entrer dans les détails, pour le maïs, le manioc et l'igname, les besoins sont couverts à plus de 100 %. S'agissant du riz, les besoins sont couverts à 70 % en moyenne.

En matière d'accompagnement, les autorités ne baissent jamais leurs bras tendus aux

producteurs. Des actions structurelles sont engagées pour accompagner les agriculteurs à renforcer leur adaptation au changement climatique à travers des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Ce sont par exemple l'utilisation des variétés résistantes au stress climatique, la promotion de la maîtrise de l'eau et de l'irrigation, la gestion de la fertilité des sols, pour ne citer que celles-là.

Il est indiqué dans un Rapport datant de fin 2024 qu'il y a déjà comme acquis l'accélération de la construction des forages équipés de superstructures, dont 277 réalisés à ce jour et 1 046 en cours de réalisation à travers les différents projets ; la fourniture de plus de 3 500 kits d'irrigation à pompage solaire ; l'aménagement de 2 538 hectares de bas-fonds et de 6 200 hectares de périmètres irrigués ; la production et la diffusion des informations agrométéorologiques auprès des producteurs agricoles, etc.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

FEC

Une mission du FMI séjourne du 17 au 28 mars au Togo

Dans le cadre de la deuxième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), conclu entre le Togo et le FMI en décembre 2023, une mission du Fonds Monétaire International (FMI) conduite par Hans Weisfeld, séjourne du 17 au 28 mars 2025.

Patience SALLAH

Cette deuxième mission du FMI qui a pour objectif d'évaluer l'état d'avancement des engagements pris par les autorités togolaises et d'analyser les perspectives économiques du pays, intervient après une première revue jugée satisfaisante et ayant donné lieu à un décaissement en faveur du Togo.

Il sera question au cours de cette mission pour le FMI d'approfondir des échanges avec les autorités togolaises et les acteurs

économiques. La mission du FMI a également prévu des entretiens avec les autorités togolaises et des discussions avec plusieurs entités clés portant sur le secteur réel notamment l'évolution récente des indicateurs économiques, projections de croissance à court et moyen terme, dynamique de l'emploi, production agricole et manufacturière, consommation et investissements ; L'exécution budgétaire et la gestion des finances publiques : recettes fiscales, rationalisation des dépenses publiques, financement du budget 2025,

supervision des entreprises publiques (SOE) et efforts pour renforcer la fourniture d'électricité et d'eau ; La situation monétaire et financière : crédits, créances douteuses, dynamique des investissements directs étrangers, flux commerciaux et balance des paiements ; sans oublier l'analyse du secteur externe notamment la position extérieure globale, évolution des échanges et impact des réformes économiques en cours.

Outre ces démarches, la mission prévoit également des échanges avec des acteurs du secteur financier ainsi que des partenaires du développement du Togo.

Afin de partager les conclusions préliminaires des travaux menés et de situer l'opinion sur les perspectives économiques et



les recommandations du FMI pour le Togo, le patron de la délégation, Hans Weisfeld, fera, à l'issue de la mission une déclaration officielle.

En vue de renforcer la résilience de l'économie nationale, d'améliorer la qualité des dépenses publiques et de garantir une croissance inclusive et durable, le gouvernement togolais réaffirme son engagement à poursuivre les réformes économiques.

Pour rappel, cet accord d'un montant de 390 millions de dollars sur 42 mois vise à répondre à des besoins urgents liés aux préoccupations sécuritaires, à préserver la stabilité sociale, tout en soutenant les réformes économiques nécessaires pour assurer la stabilité macroéconomique, renforcer la viabilité de la dette et poser les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive.

Semaine de l'éducation financière

Lomé accueille la troisième édition

Cette semaine, Lomé crée l'effervescence avec le lancement de la troisième édition de la Semaine de l'Éducation Financière, un événement phare destiné à renforcer la culture financière des jeunes Togolais. Organisée par l'association EDUFIA (Éducation financière en Afrique), cette initiative se déroule sur sept jours et promet de doter les participants des outils nécessaires pour naviguer dans un monde économique de plus en plus complexe.

Anissatou AFFO

Le président d'EDUFIA, Kodjo Akpatigbé, souligne l'importance de cette manifestation : « Nous voulons former, informer, sensibiliser et éduquer les jeunes afin qu'ils prennent des décisions éclairées sur leurs finances, aujourd'hui et à l'avenir. » L'objectif est clair : garantir que les jeunes Togolais comprennent les enjeux financiers auxquels ils feront face tout au long de leur vie. En mettant l'accent sur l'autodiscipline dans la gestion des finances personnelles, l'association entend créer une génération capable de bâtir un avenir prospère.

Le programme de cette troisième édition se veut



diversifié et dynamique. Les participants auront l'occasion d'assister à des rencontres interactives, des visites d'entreprises, ainsi que des conférences animées par des experts en finance, entrepreneuriat et technologies innovantes. Parmi les temps forts,

des visites auprès d'une institution spécialisée dans les fonds de garantie et d'un cabinet d'audit et d'expertise comptable permettront aux jeunes d'appréhender concrètement les réalités du secteur financier.

Des sensibilisations en milieu scolaire, notamment

dans un lycée privé de Lomé, visent à toucher un public plus large et à inculquer une culture financière dès le plus jeune âge. Le point culminant de l'événement sera une conférence majeure, prévue le samedi 22 mars, réunissant des professionnels de la finance, de l'entrepreneuriat, des fintechs et de l'intelligence artificielle.

La Semaine de l'Éducation Financière arrive à un moment où les défis économiques se multiplient. La jeune génération est souvent confrontée à des choix financiers complexes sans avoir reçu une formation adéquate. Par conséquent, cette initiative est d'une grande importance pour permettre aux jeunes de développer une compréhension solide des enjeux économiques et financiers, ainsi qu'une capacité à gérer leurs ressources de manière responsable.

« Dans notre pays, beaucoup de gens ont été victimes d'escroqueries simplement parce qu'ils ne comprenaient pas les tenants et aboutissants

de leurs investissements. L'éducation financière est un sujet de plus en plus important à l'échelle mondiale. Il s'agit de fournir aux individus les connaissances nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées, notamment en ce qui concerne la gestion de leur argent, les investissements, ainsi que la compréhension des produits financiers disponibles dans les banques», a précisé Akpatigbé.

L'édition de cette année de la Semaine de l'Éducation Financière est plus qu'une simple série d'événements ; elle représente un vrai catalyseur pour un changement durable dans la culture financière des jeunes Togolais. Au-delà des connaissances, c'est un appel à l'action pour qu'ils deviennent des acteurs responsables et éclairés de leur futur économique. Grâce à des actions concrètes et une approche éducative pertinente, il est certain que cette semaine marquera un tournant dans la manière dont les jeunes appréhendent la finance et l'économie.

UEMOA

Le processus d'intégration économique a connu des avancées notoires en 2024

Le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop, était devant les députés du Comité interparlementaire (CIP) de l'UEMOA le 18 mars 2025 à Bamako au Mali, pour présenter l'état de l'Union au titre de l'année 2024. Malgré les difficultés auxquelles l'Union est confrontée, le processus d'intégration économique a connu des avancées notoires en 2024.

Freddy KPATIDE

Selon le document, le taux de croissance économique au sein de l'Union s'est établi à 6,2% contre 5,3% en 2023, le taux d'inflation annuel moyen en 2024 est ressorti à 3,8% contre 3,7% en 2023. C'est dire que la zone UEMOA a été résiliente malgré l'environnement internationale.

« En 2024, l'activité économique mondiale a été marquée par la poursuite des répercussions de la crise russo-ukrainienne ainsi que des tensions géopolitiques au Moyen-Orient », a rappelé Abdoulaye Diop avant de préciser que « l'exécution des budgets des États membres de l'UEMOA en 2024 s'est soldée par une réduction du déficit budgétaire global de l'Union à 5,3% du PIB contre 5,9% en 2023 en raison de la hausse des recettes publiques



plus importante que celle des dépenses ».

Le taux d'endettement au niveau de l'union s'est établi à 60,3% en 2024 contre 59,7% en 2023, soit une progression de 0,6 point de pourcentage.

concernant les échanges extérieurs de l'Union, le solde global de la balance des paiements a enregistré

une amélioration en lien avec l'atténuation du déficit du compte courant qui est de 6,3% du PIB, soit une progression de 3,3 points de pourcentage par rapport à 2023.

Pour le Président de la Commission de l'UEMOA, malgré les difficultés auxquelles l'Union est confrontée, le processus

d'intégration économique a connu des avancées notoires en 2024.

S'agissant de la surveillance multilatérale, la fiscalité intérieure, l'édification du marché commun et la mise

en œuvre des politiques sectorielles, les Organes de l'Union ont engagé des actions qui ont abouti à des résultats encourageants.

Abordant les perspectives macroéconomiques pour 2025, le Président Diop a affirmé que « l'activité économique au sein de l'Union poursuivrait son dynamisme avec un taux de

croissance de 6,8%. Le taux d'inflation annuel moyen de l'Union serait d'environ 3,0% sous l'effet de la bonne tenue de la production agricole ».

Le Président par intérim du CIP-UEMOA s'est réjoui du respect de la tradition de présentation du rapport annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union par le Président de la Commission.

« En effet, tout au long de votre mandat avec le collège des Commissaires, vous avez initié et mis en œuvre, avec détermination, le Cadre d'Actions Prioritaires 2025 et nous venons d'avoir échos que, sous votre leadership, l'UEMOA vient de se doter d'une vision, la Vision UEMOA 2040 et d'un Plan Stratégique 2025-2030 », a indiqué Fononna Cheick Ahmed Coulibaly

L'année 2025 sera donc marquée par le démarrage de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2025-2030 de la Commission IMPACT 2030, et de la Vision prospective 2040 de l'UEMOA.

Pour rappel, le Comité Interparlementaire de l'UEMOA, l'Organe de contrôle démocratique de l'Union, est composé de 40 membres issus des 8 États, désignés par l'Organe législatif de chaque pays.

Formation professionnelle

Trois accords signés pour renforcer la qualité de l'apprentissage

Dans l'optique d'améliorer la qualité de l'enseignement, le ministère en charge de la formation professionnelle a conclu le mardi 18 mars 2025, trois accords avec des institutions spécialisées. Il s'agit de l'Agence Éducation Développement (AED), du Centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER) et du Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI).

Les accords, signés au nom du ministère par le directeur général de l'Institut national de formation et de perfectionnement professionnel (INFPP), Kossi N'Guissan, visent à renforcer la formation des enseignants-formateurs. L'objectif est d'assurer une formation alignée sur les



priorités nationales et les Objectifs de développement durable (ODD), tout en répondant aux défis liés aux infrastructures et aux équipements des établissements et centres de formation.

Pour cette première phase pilote de trois ans renouvelables, cinq spécialités ont été ciblées : froid et climatisation, plomberie, bâtiment, mécanique automobile et mécanique générale. Ces formations seront organisées en collaboration avec les centres partenaires, qui mettront à disposition leur expertise, leurs infrastructures et leurs équipements afin de garantir un apprentissage de qualité.

« Le choix de ces spécialités est le fruit d'une analyse des métiers en manque de candidatures lors du dernier concours de recrutement direct d'enseignants », a précisé le directeur de cabinet du ministère, Assedi Kossi Ikélé.

Cette initiative devrait permettre une meilleure transmission des compétences et assurer une adéquation entre les programmes de formation et les exigences du marché du travail. L'ambition du gouvernement est de renforcer la qualité de l'enseignement technique à travers la formation continue des enseignants-formateurs.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 18 mars 2025

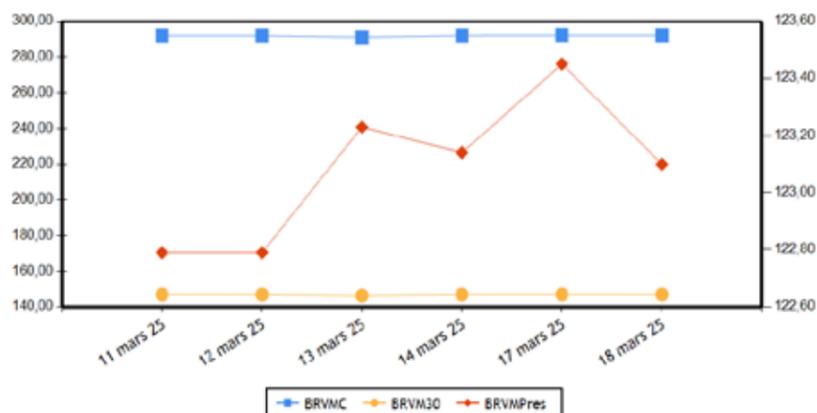
N° 54

BRVM COMPOSITE	291,98
Variation Jour	-0,03 %
Variation annuelle	5,78 %

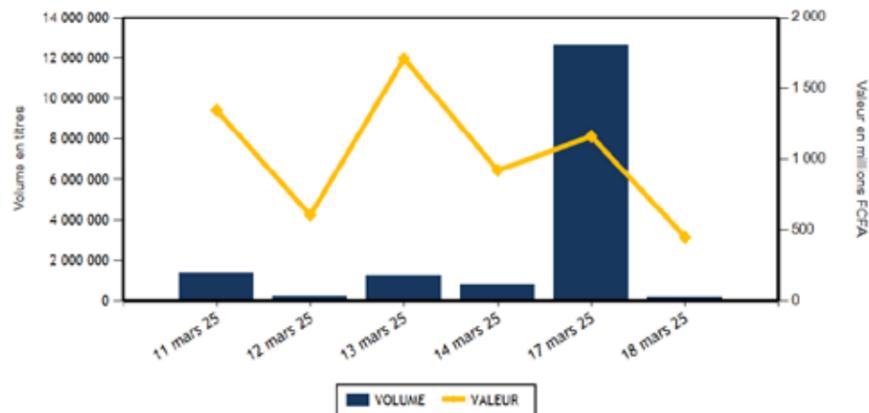
BRVM 30	146,90
Variation Jour	-0,02 %
Variation annuelle	5,88 %

BRVM PRESTIGE	123,10
Variation Jour	-0,28 %
Variation annuelle	7,19 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 951 076 827 005	-0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	180 208	-98,57 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	447 759 670	-61,46 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	21	61,54 %
Nombre de titres en baisse	12	-29,41 %
Nombre de titres inchangés	12	-20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 532 064 723 362	-0,02 %
Volume échangé	343	
Valeur transigée (FCFA)	3 429 956	
Nombre de titres transigés	5	
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	3	

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	6 125	6,06 %	22,62 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	11 500	5,94 %	16,34 %
SICABLE CI (CABC)	1 395	5,28 %	34,13 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 350	4,95 %	18,05 %
SAPH CI (SPHC)	4 550	3,41 %	9,90 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 945	-6,49 %	-11,59 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	15	-6,25 %	-6,25 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	2 090	-1,88 %	10,58 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	15 700	-1,88 %	-10,29 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 400	-1,64 %	4,35 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	123,10	-0,28 %	7,19 %	25 779	166 064 290	10,64
BRVM-PRINCIPAL	37	156,99	1,06 %	13,67 %	154 429	281 695 380	12,44

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	142,11	0,27 %	21,09 %	53 889	93 321 875	19,96
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	755,70	-0,85 %	-1,08 %	5 681	45 354 490	10,62
BRVM - FINANCES	15	112,68	0,88 %	10,74 %	60 551	197 419 085	7,84
BRVM - TRANSPORT	2	335,74	0,00 %	2,18 %	7 460	10 163 390	4,24
BRVM - AGRICULTURE	5	230,99	1,57 %	17,21 %	27 035	45 668 180	15,75
BRVM - DISTRIBUTION	7	395,82	0,34 %	18,06 %	23 842	49 972 615	23,27
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	682,31	-0,41 %	5,06 %	1 750	5 860 035	22,55

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	98,07	-0,94 %	-1,93 %	2 581	33 406 150	10,50
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	100,01	0,18 %	0,01 %	16 838	19 557 195	22,78
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	110,74	0,88 %	10,74 %	60 551	197 419 085	7,84
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	120,64	0,61 %	20,64 %	28 871	64 338 070	20,24
BRVM - INDUSTRIELS	7	120,98	0,34 %	20,98 %	52 653	78 605 905	8,84
BRVM - ENERGIE	4	122,74	0,39 %	22,74 %	15 614	42 484 925	20,18
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	124,19	1,31 %	24,19 %	3 100	11 948 340	13,36

Sobraga et le PNPE

Un partenariat stratégique pour l'emploi des jeunes au Gabon

Acteur majeur de l'industrie agroalimentaire gabonaise, Sobraga renforce son engagement en faveur de l'employabilité des jeunes à travers son partenariat avec le Programme national de promotion de l'emploi (PNPE). Présente aux Assises Nationales sur l'Emploi, organisées du 11 au 14 mars 2025 au stade de l'Amitié à Libreville, l'entreprise réaffirme sa volonté d'accompagner la jeunesse vers des opportunités professionnelles durables.

Conscient des défis liés à l'adéquation entre formation et besoins du marché du travail, Sobraga s'investit activement dans le développement des compétences et l'insertion des jeunes diplômés. Grâce à son partenariat avec le PNPE, l'entreprise met en place des Contrats de Professionnalisation (CP) qui facilitent l'intégration des jeunes dans le monde du travail. «Nous sommes convaincus que l'insertion et la formation sont des leviers

essentiels pour dynamiser le marché du travail et offrir des perspectives durables aux talents de demain», a souligné un représentant de Sobraga.

En plus de cette collaboration avec le PNPE, Sobraga développe des programmes de formation en partenariat avec ITO, le Lycée Technologique de Lécioni, l'école de formation professionnelle de Port-Gentil, ainsi que l'école des Ingénieurs ECAM basée à Pointe-Noire et Douala, permettant ainsi aux jeunes

d'acquérir des compétences adaptées aux exigences du marché.

Un impact économique et social majeur

Présent lors des Assises, Guy-Germain Essono Ekoua, Directeur des Ressources Humaines de Sobraga, a mis en avant le rôle clé des entreprises dans l'édification d'un marché du travail structuré et inclusif : «En participant activement à cet événement, nous réaffirmons



notre engagement en faveur d'un développement économique durable et inclusif, en contribuant à bâtir un avenir professionnel plus prometteur pour la jeunesse gabonaise. Nous sommes fiers d'apporter des solutions concrètes et de contribuer activement à la structuration du marché du travail, en collaboration avec les institutions et les acteurs économiques du pays. Aujourd'hui, SOBAGA c'est 2000 collaborateurs en emplois directs et

des dizaines de milliers d'emplois indirects à travers nos partenaires grossistes, distributeurs, prestataires, bars, restaurants, etc. » Par cette démarche proactive, le partenariat Sobraga-PNPE s'impose comme un modèle d'engagement pour l'insertion professionnelle, affirmant la volonté de l'entreprise d'être un acteur clé du développement socio-économique du Gabon.

Gabonreview.com

Investissements

La KfW octroie 18 millions d'euros pour les projets d'infrastructures en Afrique

La KfW, banque publique allemande d'investissement et de développement, s'engage à octroyer 18,4 millions d'euros, soit 12 milliards FCFA, au Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (IPPF-NEPAD), qui est un fonds spécial multi-donateurs hébergé par la Banque africaine de développement (BAD). Il a pour mission de stimuler le développement durable des infrastructures sur le continent africain par la préparation de projets bancables et prêts à être investis.

Cela a donné lieu à la signature d'un accord intervenue entre Christoph Tiskens, directeur de la KfW pour l'Afrique de l'Est et l'Union africaine, et Mike Salawou, directeur des infrastructures et du développement urbain à la BAD, d'après un communiqué publié ce 18 mars par la banque panafricaine.

Cet investissement vient porter la contribution de la KfW à hauteur de 58,14 millions de dollars, consolidant ainsi le soutien financier et technique du mécanisme multilatéral. A travers ce soutien, l'Allemagne et la BAD visent à répondre à plusieurs priorités clés pour l'avenir



de l'Afrique. La transition énergétique et l'adaptation aux changements climatiques, l'autonomisation des femmes, l'intégration

régionale via la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ainsi que la mise en œuvre des Objectifs de développement

durable (ODD) sont des axes stratégiques que ce financement entend soutenir. Christoph Tiskens, représentant de la KfW, a souligné l'importance de ces progrès dans la préparation des infrastructures, tout en affirmant que cette

des infrastructures climato-intelligentes, essentielles pour la résilience de l'Afrique face aux défis écologiques. Mike Salawou, pour sa part, a mis en avant l'impact de ce financement pour accélérer les projets d'infrastructures transfrontaliers, soulignant la capacité renforcée de l'IPPF-NEPAD à rendre les projets non seulement bancables, mais également prêts à recevoir des investissements durables. Selon lui, cet engagement permettra également de promouvoir l'intégration régionale, un enjeu majeur pour le développement économique et politique de l'Afrique.

Avec la mise en place de cet accord, l'IPPF-NEPAD est désormais mieux équipé pour répondre aux attentes élevées en matière de financement des infrastructures sur le continent, et l'Afrique semble plus prête que jamais à relever les défis de demain.

Sikafinance.com

reconstitution de fonds vient renforcer le travail déjà effectué par l'IPPF-NEPAD, en particulier dans le domaine

Vo/Cohabitation entre éleveurs et producteurs

Vo/Cohabitation entre éleveurs et producteurs

Vogan, 18 mars (ATOP) - Le ministre des Ressources halieutiques, animales et de la Règlementation de la transhumance, le Gal Yark Damehame a exhorté les éleveurs et producteurs agricoles de la préfecture de Vo, à la paix et la tolérance. C'était à l'occasion d'une rencontre le mardi 18 mars à Vogan.9/

La séance a connu la participation des autorités locales, des responsables des services déconcentrés de l'Etat, des Forces de l'ordre, des chefs de cantons et de villages, des présidents de Comités villageois de développement (CVD), des éleveurs nomades comme sédentaires, des producteurs agricoles et des personnes ressources. L'objectif est de sensibiliser la population sur les vertus de patience, de tolérance et de paix en cas de

situation pouvant engendrer la violence.

Le ministre Yark a transmis à la population, les salutations fraternelles du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Il a demandé à la communauté de Vo de faire attention face à des situations graves pour que la paix prenne la place de la violence. Le Gal a invité les autorités locales à mettre en place, des comités intercommunautaires de concertation dans les dix cantons de la préfecture, en impliquant tous les acteurs.



Il a indiqué que ces derniers auront pour tâche de se réunir au moins une fois par mois pour plancher sur les réalités du milieu. « Cela permettra de se connaître davantage, d'échanger et de discuter des problèmes internes sans complaisance », a-t-il précisé. Le ministre a appelé les éleveurs et producteurs à faire des efforts pour éviter tout ce qui est source de conflit, de division et

d'incompréhension. Celui-ci a invité les agents des forces de l'ordre à être objectifs, véridiques, honnêtes et impartiaux dans la production des rapports de constat. Le ministre d'Etat a exhorté l'assistance à la patience, à la tolérance, au respect mutuel, à la cohésion sociale, à la communication et au vivre ensemble sans distinction de race, de religion et d'ethnie. Il a convié son auditoire à

veiller au respect des couloirs de transhumance, rappelant que le pâturage de nuit est interdit. L'orateur a invité en outre, les autorités locales à créer une Zone aménagée pour la production bovine (ZAPB) d'au moins 200 ha pour mieux gérer les éleveurs de bovins.

Le préfet de Vo, Leguèdè Kokou Jérôme et le président du conseil des chefs traditionnels de Vo, Togbui Sassou Dravie Anyon IV ont remercié le chef de l'Etat et le gouvernement pour tous les efforts qu'ils consentent pour le vivre ensemble au Togo. Ils ont demandé à la population de proscrire tout acte de violence pour accompagner la politique de paix, de sécurité et de développement du pays.

Skate

Ouverture de la saison sportive 2025 à la Fédération Togolaise de Skate

La Fédération Togolaise de Skate (FTS) a ouvert sa nouvelle saison sportive 2025 dimanche 16 mars 2025, sur l'esplanade du stade de Kégué. La remise de documents d'assurance aux clubs affiliés, des démonstrations de courses rollers des benjamins, des minimes, juniors et séniors dans les catégories garçons et filles et les différentes interventions ont été les moments forts de cet évènement. C'était en présence de l'émissaire du ministère des Sports et des Loisirs, M. Georges Yawo Akpoholo et du président de la FTS, M. Emmanuel Ramanou.

Les rollers des différentes catégories garçons et filles en démonstration de course, ont offert un beau spectacle au public sportif et aux parents qui ont bien voulu vivre l'évènement qui a marqué l'ouverture de la nouvelle saison sportive 2025 à la Fédération Togolaise de Skate. Trois tours du circuit pour les benjamins, quatre pour les minimes et douze pour les juniors et séniors, ont constitué les différentes étapes des démonstrations.

A cette occasion, le président de la Fédération Togolaise de Skate (FTS), M. Emmanuel Ramanou a remis à chaque club affilié à la fédération, des documents d'assurance, avant de dérouler le



chronogramme des activités de la saison sportive 2025. Il a précisé fait mention d'un accent particulier qui sera mis sur la formation des coaches, de la vulgarisation de la discipline sportive à travers tout le territoire national de la formation des

clubs et de leur dotation des moyens pour se formaliser. Ceci pour aboutir plus tard à une meilleure sélection des athlètes qui défendront les couleurs du Togo aux échéances continentale et mondiale. « Le skate est un sport olympique et nous

comptons promouvoir cette discipline sportive dans tout le pays, le développer tout comme le roller de course qui est inscrit au programme des jeux de la jeunesse en 2026 à Dakar au Sénégal.

Pour le président Ramanou, beaucoup de compétitions vont meubler cette saison, afin de remettre à niveau nos athlètes pour les compétitions à venir. Il a ajouté qu'il va falloir canaliser l'énergie des athlètes en leur donnant beaucoup de motivation à travers diverses compétitions. Le président de la FTS a apprécié énormément cet acte important du ministre des sports et relatif à l'assurance de la Fédération Togolaise de Skate.

A la cérémonie d'ouverture de la saison sportive, le représentant du ministre des Sports et des Loisirs, M. Georges Yawo Akpoholo a signifié que le skate incarne des valeurs fortes dont la détermination, l'entraide et le dépassement de soi. Dans cette dynamique de développement du skate au

Togo que prône la FTS, il va falloir que chacun puisse écrire sa belle page dans l'histoire de cette discipline. Pour lui, les outils qui doivent permettre aux athlètes de faire une bonne programmation de leurs activités alliant compétition et récupération, leur sont donnés à travers le plan quadriennal et stratégique que la FTS a élaboré, en collaboration avec le ministère des sports et mis à leur disposition. « Ainsi, au jour le jour, nous sortons de l'improvisation pour aller vers le professionnalisme. Et c'est pendant les compétitions que vous pouvez vous exprimer et briller sur la scène nationale qu'international. », a déclaré M. Akpoholo.

Enfin, le représentant du ministre a rassuré la FTS de l'engagement du ministère des sports à travailler avec elle et conformément à la vision du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, en faveur de l'intérêt supérieur du sport au Togo, pour en faire un véritable levier de la paix, de la cohésion sociale et de l'excellence nationale.

SIMERA CORPORATION

GALA DES ENTREPRENEURS

EDITION 3

10 Mai 2025

 HÔTEL SAKAKAWA
(LOMÉ-TOGO) **20H00**

Thème

Développer
son entreprise,
les bons conseils !

PROGRAMME

- Dîner d'affaires
- Conférence & Débat
- Réseautage • Distinctions
- Partage d'expériences
- Expositions & ventes

PASS

- Prévente : 45.000 f (Jusqu'au 25 Avril)
- Standard : 60.000 f / VIP : 100.000 f
- Pack Entreprise : 350.000 f

RÉSERVATION OBLIGATOIRE (DATE LIMITE: 05 MAI 2025)

 (+228) 91 87 57 77  simeracorporation@gmail.com   Gala des Entrepreneurs

